



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA CÔTE-D'OR



ARRETE PREFECTORAL

PORTANT MISE EN DEMEURE

Société MICHEL LOGISTIQUE

Commune de LONGVIC

Le préfet de la région Bourgogne
préfet de la Côte-d'Or
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite

VU le Code de l'Environnement, notamment titre I du livre V et son article L 514-1,

VU l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, et son article 19,

VU l'arrêté préfectoral du 22 janvier 2002 autorisant la Société MICHEL LOGISTIQUE, à exploiter les installations de son établissement situé 3 boulevard Eiffel à LONGVIC, et ses articles 4, 11.4, 15 et 27.5.1,

VU le récépissé de changement d'exploitant au profit de la société TRANSALLIANCE du 16 février 2006,

VU le récépissé de changement d'exploitant au profit de la société MICHEL LOGISTIQUE du 11 août 2011,

VU le rapport de la visite d'inspection en date du 4 avril 2013,

CONSIDERANT que l'exploitant ne respecte pas certaines dispositions de l'arrêté ministériel susvisés,

CONSIDERANT que l'exploitant ne respecte pas certaines dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation susvisé, ,

VU l'avis de Madame la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement en date du 28 mars 2013,

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Côte d'Or,

ARRETE

ARTICLE 1er -

La Société MICHEL LOGISTIQUE, dont le siège social est situé 1-3 rue de Rome – P.A. Innovespace Val d'Europe à MONTEVRAIN (77144), est mise en demeure, pour son établissement situé 3 boulevard Eiffel à LONGVIC (21600), de respecter, dans les délais précisés ci-dessous, les prescriptions de l'arrêté préfectoral et de l'arrêté ministériel suivantes :

- sous un mois à compter la notification du présent arrêté : les articles 15 (relatif au contrôle des effluents aqueux) et 27.5.1 (relatif aux moyens externe de lutte contre l'incendie) de l'arrêté préfectoral du 22 janvier 2002,
- sous trois mois à compter la notification du présent arrêté : l'article 11.4 (relatif à la vanne de confinement) et l'article 4 (relatif aux conditions particulières de stockage) de l'arrêté préfectoral du 22 janvier 2002 sauf à justifier que le stockage d'une quantité limitée de matières plastiques n'apporte pas de risques supplémentaires à ceux étudiés dans le dossier de demande d'autorisation d'exploiter en date du 03 septembre 2001,
- sous six mois à compter la notification du présent arrêté : l'article 19 (relatif à l'étude technique) de l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010.

ARTICLE 2 - Délai et voie de recours (Articles L 514-6 et R 514-3-1 du Code de l'environnement) :

La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif de Dijon – 22 rue d'Assas – 21000 Dijon. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant, il commence à courir du jour où la présente décision leur a été notifiée. Les tiers disposent d'un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage du présent acte.

ARTICLE 3 -

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Côte d'Or, le Maire de LONGVIC, la Directrice régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Région Bourgogne et le directeur de la Société MICHEL LOGISTIQUE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution des dispositions du présent arrêté dont une copie sera notifiée à :

- Madame la Directrice régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, (2 ex.)
- M le Directeur des Services d'Archives Départementales,
- Mme le Maire de LONGVIC,
- M. le Directeur de la Société MICHEL LOGISTIQUE.

FAIT à DIJON, le **26 AVR. 2013**

Le PRÉFET
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,


Julien MARION